



DECEMBRE 2020

L'APPROCHE GENRE
DANS LES PROJETS DE PROPRIETE
ET DE GESTION DES DECHETS
DANS L'ESPACE PUBLIC
NOTE D'ENJEUX

SOFIA AZAIEZ ET VIRGINIE POUPENEY

Avertissement

Cette note a été élaborée dans le cadre du programme du F3E « Atelier du changement social, agir ensemble avec les approches inclusives », et plus particulièrement de son Initiative 1 « Agir pour l'égalité de genre ».

La note a été élaborée en lien avec l'accompagnement « aval » d'un projet de la Fisong 2016 « Accompagnement social et économique de la restructuration des quartiers précaires ». Même si elle aborde de façon plus spécifique le projet accompagné, cette note est rédigée à destination de tous les acteurs et toutes les actrices qui souhaitent porter un projet en lien avec la gestion des déchets dans l'espace public.

Les objectifs de cette note sont de :

- présenter les enjeux de genre qui se posent en lien avec ce sujet ;*
- générer du questionnement pour les acteurs et actrices, pour qu'ils et elles intègrent une perspective de genre dans leurs actions, de la façon la plus pertinente possible, en lien avec leur projet et leur terrain ;*
- donner des pistes d'action, en s'appuyant sur des exemples concrets.*

Le contenu de cette note ne constitue pas des recommandations de l'AFD aux OSC dont elle finance les projets.

Table des matières

INFORMATIONS CLES SUR LA PROPRETE ET LA GESTION DES DECHETS AU NIVEAU INTERNATIONAL 4

INEGALITES DE GENRE EN LIEN AVEC LA GESTION DES DECHETS ET LA PROPRETE DANS L'ESPACE PUBLIC 5

1. LES TACHES REPRODUCTIVES RESTENT A LA CHARGE DES FEMMES.....	5
2. ELLES SONT PLUS SUSCEPTIBLES D'ETRE VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE.....	5
3. DES OPPORTUNITES DE TRAVAIL DIFFERENTES	6
- UNE ECONOMIE FORMELLE DOMINEE PAR DES HOMMES.....	6
- ELLES SONT EVINCEES DES SYSTEMES DE COLLECTES QUI SE FORMALISENT	6
- UNE DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL DANS L'ECONOMIE INFORMELLE.....	6
- LUTTER CONTRE LA FEMINISATION DE LA PAUVRETE.....	7
4. UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES FEMMES A LA GOUVERNANCE LOCALE IMPLIQUE DES PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES PLUS FORTES.....	8
- REPRESENTATION POLITIQUE	8
- CONSULTATION COMMUNAUTAIRE	8
5. ENJEUX SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX	9
- EAU.....	9
- DECHETS ELECTRIQUES.....	10
6. UNE PRODUCTION DE DECHETS DIFFERENCIEE	10

BONNES PRATIQUES VISANT A INTEGRER LE GENRE DANS LES PROJETS DE PROPRETE ET DE GESTION DES DECHETS..... 12

LE CAS DU BURUNDI.....	12
LE CAS DE LA TUNISIE	14
LE CAS DE L'AMERIQUE LATINE.....	15
LE CAS DU BURKINA FASO.....	16
LE CAS DU BENIN	16
LE CAS DU MAROC.....	16

LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES PROJETS DE GESTION DES DECHETS..... 17

COMMENT INTEGRER L'APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS DE PROPRETE ET GESTION DES DECHETS ?	17
- ÉLABORER UN DIAGNOSTIC LOCAL PRENANT EN COMPTE LE GENRE	17
- PRENDRE EN COMPTE LE GENRE LORS DE LA FORMULATION DU PROJET :.....	18
- MISE EN PLACE, SUIVI ET EVALUATION DU PROJET SENSIBLE AU GENRE.....	18

LES OPPORTUNITES D'INTERVENTIONS.....	20
- DES INTERVENTIONS SOCIO-ECONOMIQUES	20
- DES OPPORTUNITES D'INTERVENTIONS SOCIETALES ET POLITIQUES.....	20
- DES OPPORTUNITES D'INTERVENTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES.....	21
<u>CONCLUSION.....</u>	<u>22</u>

La gestion des déchets et la propreté sont des enjeux majeurs pour la plupart des pays et des villes à travers le monde. En effet, l'augmentation exponentielle de la production des déchets et leur mauvaise gestion menacent la santé et les écosystèmes tout en contribuant au changement climatique.

Nous entendons par « **propreté et gestion des déchets** » les pratiques de nettoyage de l'espace public, la collecte, le négoce, le courtage, le transport, le traitement, la réutilisation et/ou l'élimination des déchets, habituellement ceux issus des activités humaines. Cette gestion vise à assurer notamment la propreté des espaces publics et à réduire les effets des déchets sur la santé humaine et environnementale. Un accent est mis depuis quelques décennies sur la réduction de l'effet des déchets sur la nature et l'environnement et sur leur valorisation dans une perspective d'économie circulaire¹. Tous les déchets sont concernés (solides, liquides ou gazeux, toxiques, dangereux, etc.), chacun possédant sa filière spécifique. Les modes de gestion diffèrent selon le niveau d'industrialisation et de richesse du pays considéré, dans une ville ou dans une zone rurale, que l'on ait affaire à un-e particulier, à un-e industriel-le ou à un-e commerçant-e. Les déchets non dangereux sont habituellement gérés sous la responsabilité des autorités locales, alors que les déchets des commerces et de l'industrie tendent à l'être sous leur propre responsabilité : on parle de « responsabilité élargie du producteur/de la productrice » (REP)².

Plus de 15 millions de personnes dans le monde vivent de la récupération des ordures. Généralement des femmes, des enfants, des personnes âgées, des migrant-e-s, des populations de classes sociales très défavorisées, voire considérées comme inférieures, qui vivent dans des conditions insalubres, sans sécurité sociale, ni assurance maladie et sont confronté-e-s au rejet social.

Enjeu climatique, enjeu sociétal et sanitaire, la gestion des déchets n'échappe pas aux enjeux de genre et à la division sexuelle du travail. Les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes comportements en ce qui concerne la production des déchets, leurs rôles au sein des ménages et la communauté diffèrent en matière de gestion des déchets et elles-ils ne disposent pas des mêmes capacités et accès aux opportunités professionnelles. Enfin, les impacts de la (non) gestion des déchets est différente pour les hommes et les femmes.

Les femmes qui travaillent dans la gestion des déchets exercent pour la plupart d'entre elles leurs fonctions de manière informelle, ce qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins, ni de pouvoir être indépendantes financièrement (de leurs pères/maris/frères...). Ces conditions de travail les placent dans une immense précarité bafouant leurs droits de pouvoir disposer de revenus stables, de bénéficier d'assurances et de protection sociale³.

Informations clés sur la propreté et la gestion des déchets au niveau international

Le rapport « What a waste 2.0 » réalisé par la Banque Mondiale indique que le monde produit 2,01 milliards de tonnes de déchets solides par an, dont au moins 33% ne sont pas traités correctement c'est-à-dire dans le respect de l'environnement.

La quantité et la composition des déchets varient selon le niveau de revenus des pays, sachant que le pourcentage des déchets organiques diminue à mesure que les revenus augmentent. Les déchets produits dans les pays qui ont des revenus élevés contiennent plus de matériaux (papier et plastique) que ceux des pays à faibles revenus.

Les espaces publics sont nettoyés par le biais de collecteurs et collectrices de déchets tantôt prenant la forme d'organisations gérées par les États, donc établies au sein de systèmes formalisés, tantôt via des particuliers et particulières non rattaché-e-s à des organes étatiques et exerçant leurs fonctions de manière informelle.

Un rapport de la Banque Mondiale⁴ indique que la gestion des déchets peut être le poste de dépenses le plus élevé pour de nombreuses administrations locales dans les pays à faibles revenus. Elle représente près de

¹ ADEME, « Filières à responsabilité élargie du producteur (Les) », <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/elements-contexte/filieres-a-responsabilite-elargie-producteurs-rep>

² Rocher L. (2006). *Gouverner les déchets. Gestion territoriale des déchets ménagers et participation publique*, (Thèse de doctorat, Université François Rabelais-Tours). <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00175228>

³ UNEP (2019). *Gender and waste nexus: Experiences from Buthan, Mongolia and Nepal*.

⁴ Banque Mondiale, *Déchets : quels gâchis 2.0 : un état des lieux actualisés des enjeux de la gestion des ordures ménagères* (septembre 2020) <https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2018/09/20/what-a-waste-an-updated-look-into-the-future-of-solid-waste-management>

20% des budgets municipaux dans les pays à faibles revenus, 10% dans les pays à revenus intermédiaires et 4% dans les pays à revenus élevés.

Dans les pays qui ont de faibles revenus, lorsque les services sont défaillants, la collecte et le traitement des déchets sont pris en charge par le secteur informel englobant une proportion élevée de femmes. La récupération informelle des matériaux recyclables réduit les coûts de gestion pour les municipalités. Des millions d'euros sont ainsi économisés chaque année par l'Etat et les collectivités territoriales qui délèguent de fait ce service. Les activités du secteur informel aident aussi les municipalités à améliorer leurs taux de recyclage et à réduire les volumes des déchets mis en décharge.

Inégalités de genre en lien avec la gestion des déchets et la propreté dans l'espace public

La responsabilité des tâches domestiques comme la collecte des ordures et/ ou le maintien de la propreté dans les espaces publics sont perçus dans la majorité des sociétés comme une prolongation des tâches domestiques effectuées par les femmes et les filles (en lien avec leur rôle reproductif). De ce fait, les femmes et les hommes n'ont pas la même perception des déchets, ni les mêmes attentes concernant les services et/ou les revenus à y investir, et peuvent gérer différemment les déchets et donner des priorités différentes à leurs éliminations⁵.

1. Les tâches reproductives restent à la charge des femmes.

Les femmes ont à leur charge, dans tous les pays, les **tâches reproductives**, c'est-à-dire les tâches domestiques (cuisine, ménage, lessive, raccommodage, gestion des factures, collecte d'eau et de bois de chauffage...⁶), de soin (« care ») des personnes dépendantes – enfants, personnes âgées, malades. Cela a des impacts sur leur capacité à effectuer des tâches dites productives, c'est-à-dire rémunérées, car elles disposent de moins de temps disponible : au cours d'une journée moyenne, les femmes consacrent environ trois fois plus d'heures que les hommes aux travaux domestiques et soins non rémunérés (données collectées auprès de 89 pays et régions entre 2001 et 2018) ⁷. A noter que, selon Oxfam, si ces tâches quotidiennes, essentielles, n'étaient pas assurées, les communautés, les entreprises et des pans entiers de l'économie seraient paralysés⁸.

En tant que responsables des tâches domestiques, elles portent la responsabilité de la collecte des ordures ménagères et/ou le maintien de la propreté dans les espaces publics, car cette tâche est perçue dans la majorité des sociétés comme une prolongation des tâches domestiques effectuées par les femmes et les filles.

Cette division sexuelle du travail se répercute également sur la place des femmes dans les secteurs formels et informels des déchets, sur leurs conditions de travail et sur leurs revenus (cf. plus bas).

2. Elles sont plus susceptibles d'être victimes de violences basées sur le genre.

Les femmes peuvent être victimes de violences dans l'espace public. La plupart des déchets sont jetés la nuit, et c'est là que la majorité du travail s'effectue. Les risques de violences physiques et/ou sexuelles, craints ou avérés, réduit la possibilité des femmes de travailler la nuit dans la collecte des déchets. La discrimination dont sont victimes les femmes qui occupent des emplois informels dans le secteur les empêchent également d'avoir recours aux autorités en cas d'agression.

Les femmes peuvent également être victimes de violence au sein de leur foyer. On a pu ainsi constater des effets pervers à des projets visant à l'autonomisation économique des femmes qui n'intégraient pas une perspective de genre et une analyse des rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

⁵ OECD (1998). *Waste disposal and equality between women and men*. <https://www.oecd.org/dac/gender-development/1849277.pdf>

⁶ L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit.

⁷ The Sustainable Development Goals Report, 2020. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/goal-05/>

⁸ Oxfam, *Celles qui comptent, reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*, janvier 2020, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-fr.pdf>

3. Des opportunités de travail différentes

- Une économie formelle dominée par des hommes

Au niveau formel, la gestion des déchets est un service public dont la gestion est souvent déléguée à des entreprises privées et/ou se réalise dans le cadre de partenariats publics-privés. Ces entreprises spécialisées sont responsables du traitement des déchets, de la collecte à l'élimination, en passant par le transport, le traitement, le recyclage et le compostage. Le processus formel de la collecte des déchets est fortement dominé par les hommes dans de nombreux pays⁹ en raison de la forte présence masculine dans ce secteur et des facilités de travail des hommes, ainsi que de leurs possibilités d'occuper des postes importants de direction dans la gestion des déchets¹⁰. La sous-représentation des femmes dans les processus formels de collecte peut également s'expliquer par le fait que, au sein de sociétés où le travail des femmes est autorisé (elles ne sont pas cantonnées à l'économie informelle) mais socialement peu toléré, elles peuvent se confronter à des résistances fortes et donc rencontrer des difficultés à occuper un poste « visible » de toutes et tous dans l'espace public (lors des collectes donc). Elles sont alors cantonnées à l'intérieur du centre de tri/recyclage.

Les travailleurs du secteur formel des déchets comprennent les collecteurs de déchets employés par le gouvernement local ou par une entreprise engagée par le gouvernement local pour fournir des services de collecte aux ménages et pour nettoyer les espaces publics. Ces travailleurs collectent généralement les déchets ménagers non triés et les transportent vers une station de traitement.

Lorsqu'elles travaillent dans l'économie formelle, les femmes sont plutôt employées dans les entreprises de traitement où elles participent à des activités de tri et de recyclage (tâches répétitives et chronophages) ; les hommes sont plutôt chargés des activités de chargement, de déchargement et occupent des postes de direction.

- Elles sont évincées des systèmes de collectes qui se formalisent

Par ailleurs, les femmes collecteuses et recycleuses qui travaillent dans les secteurs informels ont tendance à être évincées des systèmes de collecte des déchets quand ils se formalisent et génèrent des revenus.¹¹ Les projets de structuration de la gestion des déchets ont souvent des effets négatifs à l'égard des femmes, alors que les hommes en tirent davantage profit en termes d'emplois et de revenus. La privatisation des services impacte les inégalités entre les femmes et les hommes au niveau des revenus, de la répartition des tâches au sein du foyer et du positionnement au sein de la communauté. Les femmes et les hommes ont des opportunités différentes de participer dans les petites et dans les moyennes entreprises de recyclage en raison de leurs accès différenciés aux crédits, aux formations disponibles et au temps dont ils/elles disposent. L'élaboration de nouveaux programmes de gestion des déchets qui n'intègrent pas l'approche genre peuvent détruire leurs moyens de subsistances. Par exemple, la récupération des ordures sur les décharges à ciel ouverts, dans la rue, représentent des sources de revenus pour les femmes. Le réaménagement de ces décharges peut entraîner des pertes de revenus et provoquer des difficultés socio-économiques incontestables. Il a été démontré que, comme les femmes sont assignées à des activités nécessitant les plus faibles niveaux d'éducation et de qualification (collecte des déchets sur les sites de décharge, tri, lavage), sans formations et donc sans promotions, elles ont moins de chance de trouver des postes mieux payés et à responsabilités dans le secteur notamment privé de la collecte des déchets et/ou dans la supervision et la gestion municipale des déchets.

- Une division sexuelle du travail dans l'économie informelle

Au niveau informel, les travailleuses et les travailleurs jouent un rôle clé dans la gestion des déchets, plus particulièrement dans les pays à faible revenus où les services des travailleurs et travailleuses informels complètent ceux du secteur formel. De nombreuses personnes gagnent leur vie avec la collecte, le tri et la récupération des matières recyclables, la vente à des intermédiaires qui les recyclent.

Les femmes occupent une place importante dans le champ informel de la collecte et de la gestion des déchets, mais leur proportion et leurs attributions varient en fonction des pays. La participation des femmes

⁹ <https://www.resource-recovery.net/en/file/1004>

¹⁰ UNEP (2019). *Gender and waste nexus: Experiences from Buthan, Mongolia and Nepal*.

¹¹ DFID & WEDC, Recognising gender issues in the management of urban waste, Synthesis note No.5,1998.

http://wedc.lboro.ac.uk/resources/books/Solid_Waste_Management_-_SN_5_-_Complete.pdf

varie également en fonction de leur position dans le foyer et de leurs sources de revenus, les activités en lien avec la collecte des déchets pouvant être leur seule source de revenus. Une enquête commissionnée par la GIZ montre que 24 à 42 % des personnes travaillant dans le secteur informel des déchets sont des femmes¹². Au Vietnam, les femmes représentent 35 à 40% des collecteurs/collectrices de déchets et elles dominent le secteur informel avec un taux de participation de 65 % dans ce secteur¹³.

Les travailleuses et travailleurs du secteur informel exécutent leurs tâches avec peu de moyens techniques et en échange de faibles rémunérations. Bien souvent, le transport des déchets se fait à pied, sur le dos, ou à l'aide de remorques, de bicyclettes et/ou de mobylettes. Toutefois, les hommes utilisent plus souvent des mobylettes pour transporter les déchets collectés, alors que les chiffonnières sont contraintes de les transporter au dos ce qui, outre les conséquences sur leur santé, limitent la quantité de matières collectées et donc leurs revenus¹⁴.

Les femmes sont souvent en charge de tâches de collecte, de balayage et de tri des déchets, alors que les hommes s'occupent de l'achat et de la revente des matières recyclables¹⁵.

Lorsqu'elles s'occupent des mêmes types de tâches que les hommes, elles ont tendance à percevoir des salaires inférieurs. Les femmes récupératrices gagnent moins que les hommes de cette profession. Ainsi, en Tunisie, alors qu'un homme peut gagner 20 dinars (6,6 euros) à 40 dinars (13,3 euros) grâce à une collecte de déchets étalée sur un à deux jours, en pouvant travailler la nuit, une femme elle, n'en gagnera en moyenne que 10 dinars (soit environ 3,3 euros)¹⁶. Nous retrouvons notamment cela à Lima au Pérou, où le salaire moyen des femmes se situe entre 45 et 90 % du salaire des hommes pour les mêmes activités. À Pune, en Inde, les femmes gagnent un quart du salaire des hommes en tant que collectrices itinérantes de déchets¹⁷.

- Lutter contre la féminisation de la pauvreté

En l'absence de conditions de travail équivalentes entre les hommes et les femmes, l'exploitation de ces dernières, les contraintes qu'elles rencontrent pour effectuer leurs activités, les inégalités salariales présentes et leur stigmatisation participent ainsi à ce que l'on appelle la féminisation de la pauvreté.

Les projets de propreté et de gestion des déchets peuvent renforcer les inégalités de genre s'ils s'appuient sur les rôles assignés aux hommes et aux femmes, en donnant à ces dernières des responsabilités moindres que celles attribuées aux hommes, les réduisant « à de simples ouvrières de collecte des déchets dans les espaces publics ». S'ils intègrent une perspective de genre, les projets de développement dans la gestion des déchets peuvent être source d'emplois pour les femmes et de reconnaissance effective de leurs droits. Ils peuvent participer à faire reconnaître la part importante des femmes qui travaillent dans le secteur informel de la gestion des déchets, et valoriser leur implication-clé dans le cycle des acteurs et actrices clé œuvrant dans le secteur¹⁸, dans le but qu'elles puissent en tirer des revenus décents contribuant à leur autonomisation économique effective.



¹² GIZ (2011). *Recovering resources, creating opportunities* <https://www.giz.de/de/downloads/giz2011-en-recycling-partnerships-informal-sector-final-report.pdf>

¹³ Ocean Conservancy (2019). *The role of gender in waste management*.

¹⁴ Restitution des ateliers de débats réalisés avec Mercy Corps les 16 et 17 septembre 2020 sur la question notamment des droits des femmes barbéchas

¹⁵ GIZ (2011). *Recovering resources, creating opportunities*. <https://www.giz.de/de/downloads/giz2011-en-recycling-partnerships-informal-sector-final-report.pdf>

¹⁶ Restitution des ateliers de débats réalisés avec Mercy Corps les 16 et 17 septembre 2020 sur la question notamment des droits des femmes barbéchas

¹⁷ GIZ (2011). *Recovering resources, creating opportunities*. <https://www.giz.de/de/downloads/giz2011-en-recycling-partnerships-informal-sector-final-report.pdf>

¹⁸ Selon les récentes analyses de l'expert réalisant un état des lieux actualisé auprès de Mercy Corps sur la gestion des déchets en Tunisie, les femmes et les hommes dans ce pays ne sont **pas reconnu-e-s officiellement** dans ce système (relatif à la gestion des déchets), malgré le rôle important qu'ils/elles jouent et ce en collectant plus de 80% des déchets recyclables, cf. Présentation des recherches de l'expert M Wassim Ben Chabane lors des ateliers en date du 16 et du 17 septembre 2020 organisés par Mercy Corps auxquels nous avons pu assister.

Ces divers éléments créent de fortes inégalités entre les femmes et les hommes œuvrant dans la gestion des déchets qui ne sont pas prises en compte par les autorités locales et ce au niveau mondial.

4. Une plus grande participation des femmes à la gouvernance locale implique des préoccupations environnementales plus fortes

- Représentation politique

Une étude de la GIZ¹⁹ a démontré que les municipalités dirigées par des femmes avaient des préoccupations environnementales plus fortes et mettaient davantage l'accent sur le recyclage et le tri à la source des déchets, que celles dirigées par des hommes.

Une autre étude²⁰ indique que les pays où la proportion de femmes dans les organes législatifs nationaux est plus élevée sont plus susceptibles d'approuver des accords environnementaux. Divers pays comme la Tanzanie et le Lesotho ont mis en place des quotas sur la participation des femmes dans l'élaboration des politiques ce qui garantit par exemple la présence active et efficace des femmes à des rôles de *leadership* au sein des collectivités locales. En Tanzanie, le gouvernement a mis en place un système de quotas qui réserve 33 % des sièges du Conseil pour les femmes. Au Lesotho, un quota impose un minimum de 30 % de femmes dans les circonscriptions électorales. En 2005, les femmes représentaient 58 % des élues dans les gouvernements locaux dans ce pays. En Tunisie, Le parlement a adopté un amendement garantissant une représentation accrue des femmes dans la vie politique locale. Cette réforme, qui s'applique tant aux élections municipales que régionales, intègre à l'article 49 de la loi électorale une disposition en faveur de la parité « horizontale et verticale »²¹. Les femmes ont été nombreuses à se présenter aux élections municipales de mai 2018. Le taux de représentativité des femmes dans les conseils municipaux s'élève dorénavant à 47%.

- Consultation communautaire

Lorsqu'ils sont mis en place, les processus de consultations communautaires échouent souvent à prendre en considération les avis des femmes et ne prennent pas en considération les inégalités de genre et les contraintes spécifiques que peuvent rencontrer les femmes et/ou les personnes vulnérables à y participer afin de faire entendre leurs revendications. Ces groupes sociaux discriminés font face à divers obstacles à prendre en considération lors de la préparation des processus consultatifs, plus particulièrement des contraintes d'accès (physique), de compréhension, d'horaires et de lieux. Par exemple, lors de processus de formalisation du secteur des déchets, la non-participation des femmes aux négociations fait que leurs besoins et intérêts risquent de ne pas être pris en considération. En conséquence, elles peuvent perdre leurs sources de revenus suite aux décisions de réformes du secteur. Permettre la participation de ces collectifs exige l'adoption de mesures spécifiques incluant une perspective de genre.

La participation des femmes et des hommes aux processus de consultations communautaires peut également rapprocher les projets de propreté et de gestion des déchets de la réalité émanant du terrain et contribuer à l'élaboration de solutions plus efficaces. Qu'il s'agisse de politiques, de projets ou de questions connexes, la notion de genre est essentielle pour comprendre les complexités. Elle peut aider à déterminer comment nous nous adressons aux gens et comment nous créons les solutions les plus durables aux défis environnementaux.

De ce fait, inclure les femmes qui travaillent dans les secteurs formels et informels de la gestion des déchets aux débats politiques est indispensable et primordial. Cela permettra de :

¹⁹ GIZ (2011). *Recovering resources, creating opportunities*. <https://www.giz.de/de/downloads/giz2011-en-recycling-partnerships-informal-sector-final-report.pdf>

²⁰ Norgaard, K. & York, R. (2005). Gender Equality and State Environmentalism. In *Gender and Society*. Volume 19, Issue 4. August. Sage Journals

²¹ Article 49 de la loi électorale votée le 15 juin 2016 par l'Assemblée des Représentants du Peuple en Tunisie

- Faire entendre leurs voix lors de l'adoption de nouvelles lois, ainsi que dans les projets de réformes et/ou de restructuration du secteur de la propreté et de la gestion des déchets dans les espaces publics ;
- Prendre en considération les écarts et les inégalités de genre, les besoins spécifiques des femmes notamment en termes de sécurité dans l'espace public lors d'activités nocturnes ayant attiré à la collecte des ordures ;
- Passer d'emploi dans le secteur informel à formel, d'être mieux protégées notamment en cas de réformes.

Les politiques publiques, comme les projets relatifs à la gestion des déchets dans les espaces publics, doivent ainsi contribuer à réduire les inégalités sexo-spatiales en tenant compte des usages par les hommes, mais aussi par les femmes. Celles-ci souhaitent des espaces sécurisés, des aménagements et des services adaptés (garde d'enfants, transports en commun, espaces verts, etc.). Il est important de veiller à ce que les équipements financés soient utilisables et utilisés aussi bien par les femmes, que par les hommes²². Pour cela, il faut prendre en compte les besoins et les intérêts sexo-spécifiques. Ainsi, il est important d'utiliser des méthodes de planification qui étudient finement les pratiques existantes entre les femmes et les hommes (observation, cartographie, vidéo, etc.) et s'appuyer sur les demandes formulées par les femmes (et par les différents groupes de femmes) afin de favoriser leur participation aux débats politiques contribuant à changer les mentalités notamment sur la place attribuée aux chiffonnières dans les sociétés.

5. Enjeux sanitaires et environnementaux

Une gestion plus efficace des déchets serait une réponse, au moins partielle, aux enjeux environnementaux et sanitaires qui y sont liés.

- Eau

Le traitement et l'élimination des déchets peuvent entraîner des risques pour la santé en raison du rejet d'agents pathogènes et de polluants toxiques dans l'environnement. S'il n'est pas bien réalisé, l'enfouissement des déchets peut contaminer l'eau²³. Les rejets humains sont ainsi la première cause de pollution d'eau douce. En conséquence 900'000 personnes en Amérique souffrent de maladies gastriques. De plus, dans les pays pauvres, beaucoup de personnes meurent à la suite de diarrhées dues à de l'eau sale²⁴. Dans le même temps, chaque année plus de 6 millions de tonnes de déchets différents sont rejetés dans les océans, provoquant une contamination des espèces vivant dans l'eau.

La pollution de l'eau affecte tout le monde, mais les femmes sont confrontées à des risques accrus en raison de facteurs structurels et biologiques, notamment en raison de salaires inférieurs, au manque d'emplois décents, à la maternité, aux menstruations, aux rôles traditionnels de genre et aux normes culturelles. Les femmes sont en général responsables de la cuisine, de la collecte d'eau et du nettoyage, ce qui fait qu'elles se retrouvent à proximité des sources de pollution²⁵.

La pollution de l'eau a de nombreuses causes, elle peut provenir de l'enfouissement des déchets ou encore de la médiocrité des infrastructures d'assainissement. L'eau contaminée par les eaux usées peut transmettre des maladies, telles que la diarrhée, le choléra, la dysenterie, la typhoïde et la polio. Les femmes, qui dans de nombreux pays travaillent comme cuisinières, nettoyeuses et soignantes, sont plus vulnérables aux maladies liées à la contamination de l'eau²⁶.

En outre, à mesure que les sources d'eau à proximité soient contaminées, les femmes et les filles sont obligées de parcourir de plus longues distances pour aller chercher de l'eau potable. En plus du fardeau physique, cela peut impacter leur temps et peut affecter leurs opportunités de faire des études, de développer leurs compétences et/ou d'améliorer leurs revenus²⁷.

²² Boite à outils Genre et développement urbain, AFD, 2016

²³ OMS, *Les déchets liés aux soins de santé*, (8 février 2018) <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/health-care-waste>

²⁴ Stravinskaite, Impact de la production des déchets sur l'environnement, janvier 2012 <https://owl-ge.ch/travaux-d-eleves/article/impact-de-la-production-des-dechets-sur-l-environnement>

²⁵ Forsey A, Bessanova E (march 2020). 5 ways reducing pollution can improve equality for women. <https://www.sei.org/featured/5-ways-reducing-pollution-can-improve-equality-for-women>

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid.

- Déchets électriques et plastiques

Le tri des déchets dans les décharges représente une importante source de revenus pour les personnes défavorisées, qui y cherchent notamment plastiques recyclables et déchets électriques. Pour récupérer et revendre les déchets électriques, il faut brûler les câbles gainés de PVC pour mettre à nu le cuivre recherché. La fumée qui se dégage contient des dioxines hautement nocives, qui nuisent à la reproduction, affectent le fœtus et peuvent entraîner des cancers, notamment chez les femmes et les enfants²⁸, puisque que ce sont principalement les femmes qui brûlent les ordures ménagères dans les arrière-cours ou qui font le tri dans les décharges.

L'infiltration du plastique dans le corps humain, par ingestion et/ou par inhalation a des conséquences graves. Les toxines contenues dans les matières plastiques ont des effets différents sur les hommes et sur les femmes, pour des raisons biologiques en lien avec les différences de tailles et de proportion des tissus adipeux. Le corps des femmes renferme en moyenne plus de graisse que celui des hommes, il accumule ainsi davantage de substances chimiques liposolubles, comme les phtalates utilisés comme plastifiants²⁹. Le corps féminin est particulièrement sensible aux toxines pendant la puberté, la grossesse, la lactation et la ménopause.

Pendant la grossesse, les conséquences de l'exposition aux matières toxiques sur le fœtus peuvent être très graves. Les déchets chimiques posent particulièrement problème. En effet, le placenta n'offre pas une barrière étanche face à ces déchets, si bien qu'ils sont susceptibles d'affecter toutes les phases du développement intra-utérin que les hormones contrôlent en temps normal. Cela a des conséquences immédiates (malformations chez le nouveau-né) et retardées (maladies qui ne surviendront que bien plus tard). Les effets sur la santé peuvent être divers : impacts sur le système immunitaire et le système respiratoire, perturbations endocriniennes, baisse de la fertilité et une hausse des risques de cancers. Enfin, les nombreuses femmes contraintes de porter des déchets à même leurs dos, faute d'autres moyens pour les transporter, sont victimes de nombreux troubles musculo-squelettiques.

6. Une production de déchets différenciée

La production des déchets au niveau des ménages est influencée à la fois par la division du travail selon le sexe, les modèles de consommation sexués ou encore selon les spécificités physiques des femmes et des hommes.

Étant donné la responsabilité première des femmes en matière de nettoyage, de préparation des aliments, dans la santé de la famille, de blanchisserie et d'entretien, les femmes et les hommes peuvent voir les déchets ménagers et leur élimination différemment. Elles/ils peuvent avoir des définitions différentes de ce qu'est un déchet ou des ordures et les valoriser de manière différente. Par exemple, des pièces métalliques peuvent être considérées comme des déchets pour les femmes et utiles pour les hommes. Inversement des substances naturelles sont des déchets pour les hommes et des fertilisants pour les femmes³⁰. En résumé, il existe une définition sexuée des « déchets ». Par ailleurs, les femmes et les hommes en raison de leurs responsabilités peuvent avoir des préférences différentes quant à la manière de traiter les problèmes d'environnement. Ces différences peuvent affecter le type de services que les femmes et les hommes souhaiteraient voir dans leurs communautés, combien elles/ils sont prêts à payer pour ces services et qui des deux sera chargé de payer ce service³¹. Par exemple, alors que les hommes peuvent préférer un système de point de collecte central de dépôt, les femmes, en tant que principales utilisatrices des services de gestion des déchets en raison de leur responsabilité de gérer les déchets ménagers, peuvent préférer la collecte à domicile car elles sont confrontées à des contraintes de temps en raison de leurs multiples rôles et aussi en tant que femmes dans certaines cultures elles peuvent avoir des limitations de mobilité. Afin de maximiser

²⁸ *Atlas du Plastique : Faits et chiffres sur le monde des polymères synthétiques* <https://tn.boell.org/sites/default/files/2020-06/ATLAS%20DU%20PLASTIQUE%20TN%20WEB.pdf>

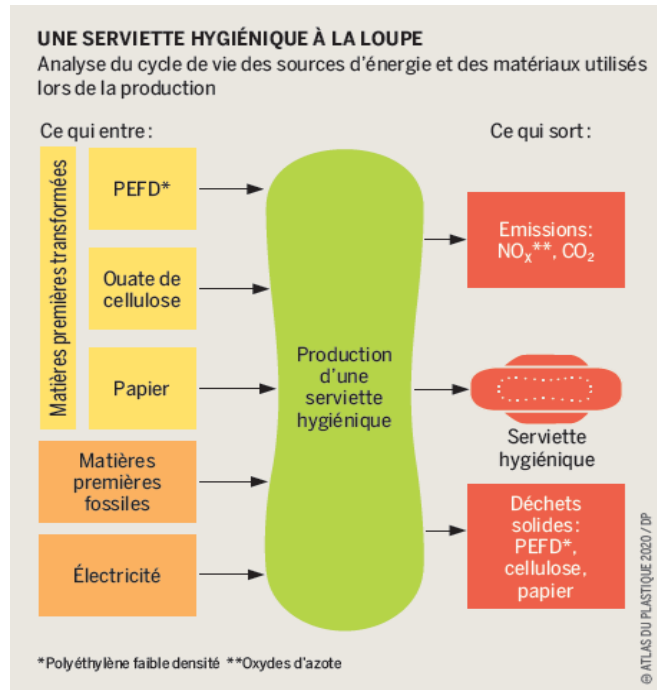
²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

la qualité et l'efficacité des services de gestion des déchets, il est important de connaître les besoins et les défis auxquels doivent faire face les femmes³².

Les femmes peuvent être amenées à produire des déchets résultant par exemple de leurs menstruations par le biais des serviettes hygiéniques et des tampons qu'elles peuvent être amenées à utiliser. Les tampons usagés contiennent jusqu'à 6 % de plastique et les serviettes hygiéniques peuvent être constituées à 90 % de plastique issu du pétrole. L'image, ci-dessous, résume de manière assez frappante les divers composants d'une **serviette hygiénique** et tous les risques qu'elle représente pour la santé des femmes :



Source Atlas du Plastique : Faits et chiffres sur le monde des polymères synthétiques

³² OECD (1998). *Waste disposal and equality between women and men*. <https://www.oecd.org/dac/gender-development/1849277.pdf>

Bonnes pratiques visant à intégrer le genre dans les projets de propreté et de gestion des déchets

Diverses pratiques tendent à intégrer le genre dans des projets de propreté et de gestion des déchets dans les espaces publics que nous allons voir dans les exemples qui suivent.

Le cas du Burundi³³ vers l'autonomisation des femmes via la gestion des déchets au Burundi

Objet du projet :

En collaboration avec l'administration locale et le secteur privé, le PNUD soutien Cibitoke, un projet pilote de gestion des déchets au Burundi. Cette initiative qui emploie principalement des femmes apporte une réponse concrète au ramassage et au recyclage des déchets. Elle offre également un emploi stable à ces femmes³⁴.

Contexte du projet :

Les marchés et les rues de Cibitoke étaient jonchés d'ordures. En 2012, quatre projets pilotes ont été lancés dans les provinces de Cibitoke et de Bubanza. Ils visent en particulier à autonomiser les femmes, qui constituent 80 % des participantes. La moitié d'entre elles sont des veuves³⁵.

C'est l'ADIB (Association pour le développement intégral au Burundi) qui coordonne cette initiative avec l'appui du PNUD. Dans le cadre d'un partenariat public-privé avec la commune, 60 personnes précarisées ont été sélectionnées pour mettre en œuvre ces travaux de salubrité publique.

Description du projet :

Dans le cadre de ce projet, les femmes ont commencé leurs activités par l'évacuation des déchets des montagnes qui polluaient les marchés de la ville. Par la suite, elles ont mis en place un système de collecte quotidienne des déchets ménagers. Chaque jour, équipées de brouettes et de pelles, elles sillonnent les rues de la ville pour collecter les ordures, qui au préalable ont été stockées par les familles dans des sacs fournis par l'ADIB.

Dans le cadre de ce projet, des séances de formation à l'hygiène sont organisées pour les habitantes de Cibitoke. Ces espaces de discussion et de sensibilisation permettent aux communautés de donner leurs points de vue et de participer à la gestion de la cité. Cela permet également aux femmes de pouvoir participer de manière effective aux débats de leur région et de pouvoir proposer des solutions dans la gestion des déchets. En les écoutant, on reconnaît ainsi leur place dans la société ce qui n'était pas forcément le cas auparavant.

³³ <https://www.bi.undp.org/content/burundi/fr/home/ourwork/environmentandenergy/successstories/les-femmes-apportent-une-solution-a-la-gestion-des-dechetsdecitiboke.html>

³⁴ Boîte à outils Genre et développement urbain, AFD, 2016

³⁵ Ibid.

Impacts/résultats du projet :

Au-delà de l'apport économique et de l'intérêt en termes d'hygiène, l'initiative a un réel impact social pour les femmes. En effet, elles, qui étaient marginalisées par leur statut d'ex-combattantes, de rapatriées et/ou de femmes dites vulnérables, sont valorisées par les services utiles qu'elles rendent à la communauté en évacuant les déchets³⁶.

« Certaines femmes n'ont aucune source de revenus », explique Jacqueline Ndikumana, bénéficiaire du projet. « Avec l'argent gagné grâce au projet, elles peuvent maintenant se lancer dans l'agriculture, faire du commerce et subvenir à d'autres besoins ». « Personnellement, je gagne mieux ma vie », confie Peruth qui participe à ce projet de gestion des déchets. « Je sors progressivement de la pauvreté. J'ai acheté des outils ménagers, et ils sont très utiles pour ma famille ».

Suites à donner :

L'association Dusukure Igisagara n'est qu'à ses débuts. Il s'agit d'un projet d'autonomisation économique des femmes qui fait partie de l'initiative PPP (Partenariat Public Privé) financée par le BCPR (Bureau for Crisis Prevention and Recovery) à travers le bureau régional du PNUD (RSC-ESA). Ces subsides couvrent notamment le matériel et les salaires des six premiers mois de fonctionnement. À terme, le projet devra être autosuffisant financièrement pour assurer sa pérennité. C'est dans ce sens que les différent-e-s acteurs/actrices locaux/locales impliqué-e-s sensibilisent la population au paiement d'une taxe mensuelle par ménage de 0,5 USD pour financer les services rendus à Cibitoke. Tous les habitant-e-s acquittent cette taxe idée de responsabiliser toute la population à ces services. Un des défis à relever pour les femmes participant au projet est de résoudre les problèmes de recyclage des déchets non organiques.

³⁶ <https://www.bi.undp.org/content/burundi/fr/home/ourwork/environmentandenergy/successstories/les-femmes-apportent-une-solution-a-la-gestion-des-dechetsdecitiboke.html>

Le cas de la Tunisie : Formalisation des femmes collecteuses des déchets en Tunisie

Objet du projet :

Alors que les femmes sont particulièrement actives dans la collecte et le tri des déchets, les processus de création de micro-entreprises dans le secteur sont plutôt initiés par les hommes. C'est à cette réalité que veut s'attaquer le projet mené par l'association tunisienne Tunisie Recyclage, à laquelle les consultantes qui ont écrit cette note ont rendu visite au cours du mois de septembre 2020. Tunisie Recyclage est une association non gouvernementale (plus de 200 heures de bénévolat par semaine) de la banlieue Nord de Tunis qui a pour but de mettre fin aux poubelles qui débordent, et ce, en attaquant le problème à sa source en récupérant directement chez les habitant-e-s tout ce qui est recyclable.

Contexte du projet :

Le processus de création d'entreprise dans ce secteur est sujet aux mêmes obstacles pour les femmes que dans les autres secteurs. Sont à prendre en compte : les plus faibles niveaux d'alphabétisation, de qualification en management, de formations financières et légales, de temps disponible et d'accès aux crédits. Or, la formalisation des projets représente de véritables enjeux d'augmentation de revenus : en Amérique latine, elle a permis le doublement des salaires des travailleurs/travailleuses impliqué-e-s dans des PME de déchets par rapport aux travailleurs/travailleuses informel-le-s. Lorsque les initiatives de création d'entreprises de déchets sont portées par des femmes, elles ont tendance à privilégier l'emploi des femmes³⁷. Elles peuvent être encouragées et s'encourager entre elles³⁸.

Description du projet :

L'association Tunisie Recyclage³⁹ s'est engagée à créer des emplois en lançant un projet de upcycling du tri à la création au profit des femmes tunisiennes. 20 femmes barbéchas (collecteuses) ont été formées par Tunisie Recyclage aux techniques de création de divers objets (bougies, portefeuille, sacs...) à partir de déchets qu'elles ont récupéré et qu'elles pourront revendre. Elles sont déclarées à la CNSS (équivalent à la Sécurité sociale en France), et travaillent de 07h30 à 13h30 pour un salaire en moyenne de 600 dinars nets/mois (soit de l'ordre de 200 euros).

© Crédit Photo Sofia Azaiez (photo prise avec le consentement préalable de Samia de Tunisie Recyclage) Visite du projet mené par Tunisie Recyclage en présence de Samia, femme barbécha présentant les produits réalisés à partir de déchets collectés.

Impacts/résultats du projet :

L'un des résultats du projet est la création d'objets décoratifs écologiques et faits main (cf. photo). Grâce à ce projet, des femmes ont amélioré leurs revenus et amélioré leur confiance en elles, en suivant des formations en création d'objets récupérés grâce à une subvention reçue de l'Ambassade du Canada.



Suites à donner :

Ce projet continue à se dérouler au sein de Tunisie Recyclage. Il permet une reconnaissance effective des femmes collecteuses en Tunisie, qui souffrent de mauvaise réputation en lien avec leurs activités professionnelles stigmatisées. Ce projet leur permet de bénéficier de droits via une reconnaissance de leurs activités de manière formelle (en les déclarant avec un contrat de travail, des prestations sociales et un salaire fixe).

Ce projet est indéniablement un projet pilote en matière d'intégration du genre, des besoins des femmes barbéchas, de leur reconnaissance effective dans la gestion des déchets et la propreté des espaces publics en Tunisie.

³⁷ Boite à outils Genre et développement urbain, AFD, 2016



© Crédit Photo Sofia Azaiez : Visite du projet mené par Tunisie Recyclage d'un des lieux de stockage des déchets collectés (photo prise avec le consentement préalable de Tunisie Recyclage et des partenaires présents)

D'autres projets semblent intéressants à mentionner :

Le cas de l'Amérique Latine : Plaidoyer pour un travail décent des récupérateur-trices de matériaux (Nicaragua, Guatemala, Argentine et Uruguay)

L'ONG « WIEGO » (Women in Informal Employment Globalizing and Organizing) mène un projet de collaboration impliquant des ramasseurs/ramasseuses de déchets en Amérique latine qui a mis en lumière les multiples niveaux de discriminations auxquelles sont confrontées les femmes dans ce domaine et leurs besoins⁴⁰.

Ce projet tend à :

- Fournir aux femmes les outils nécessaires pour travailler à l'égalité sur le lieu de travail et dans leur vie personnelle afin de renforcer leurs capacités et leur voix ;
- Accroître les rôles de leadership des femmes au sein de leurs organisations ;
- Contribuer à l'autonomisation économique et politique des femmes ramasseuses de déchets.

A cet effet les actions suivantes ont été menées :

- Impliquer les femmes dans toutes les phases de décisions en matière de gestion des déchets ;
- Engagement de partenaires et d'expertise multiples ;
- Coordination collégiale ;
- Ateliers régionaux ;
- Production de ressources clé - boîtes à outils sur l'égalité des sexes ;
- Communication permanente entre tous les partenaires impliqués dans la gestion des déchets en Amérique Latine.

Ce projet permet de créer des ressources pour l'autonomisation des femmes ramasseuses de déchets. On peut citer les principales leçons apprises :

- Les espaces réservés aux femmes sont importants pour leur offrir un espace sûr où elles peuvent exprimer leurs préoccupations ;
- L'importance des méthodes participatives/pluri-acteurs dans les discussions à haut niveau en matière de gestion des déchets.

³⁸ Muller M. & Schienberg A. *Gender and Urban Waste Management*, 1997. <http://www.gdrc.org/uem/waste/swm-gender.html>

³⁹ <https://www.tunisierecyclage.org>

Le cas du Burkina Faso : vers l'autonomisation des femmes collecteuses d'ordures via une démarche éco-responsable

Au Burkina Faso, une coopérative de femmes tisserandes collecte et recycle des déchets plastiques pour la fabrication d'accessoires de mode. L'activité contribue tant à l'autonomisation des femmes chiffonnières qu'à la protection de l'environnement.

Comme beaucoup d'autres pays, le Burkina Faso connaît une pollution importante due aux déchets plastiques dans les rues. Pour la coopérative Gafreh (Groupe d'Action des Femmes pour la Relance Economique du Houet), la collecte de ces ordures est devenue une source d'autonomisation des femmes à revenus modestes de la région de Bobo-Dioulasso.

Après la collecte, les femmes se chargent de nettoyer le plastique. S'ensuivent différentes opérations dont la transformation en bobines de fil, le tricotage, le tissage, la couture et la confection à l'aide de machines artisanales. Le tissu obtenu permet de fabriquer des sacs, des pochettes, des porte-documents et d'autres produits originaux.

Les accessoires exposés dans leurs boutiques permettent à ces femmes issues d'une classe modeste de gagner jusqu'à 150 euros par semaine chacune, s'assurant un salaire décent et une couverture médicale. En plus de l'autonomisation des femmes, l'activité contribue à la protection de l'environnement. La coopérative Gafreh emploie environ 80 femmes des alentours de la région de Bobo-Dioulasso.

Il est aussi intéressant de noter que dans la plupart des villes africaines, les femmes participent à des actions promotionnelles telles qu'une « opération coup de balai », qui est une opération de nettoyage des rues via des démarches participatives, visant à nettoyer les rues et à sensibiliser la population quant à la propreté (au Burkina Faso). Le Maire de Ouagadougou a également prévu des unités de retraitement, l'une qui transforme les déchets organiques en engrais et l'autre qui recycle la matière première des sacs en plastique pour en faire des seaux ou des bacs à fleurs. De plus, un atelier de confection emploie une vingtaine de couturières elles aussi anciennes employées de la voirie, qui fabriquent les tenues de travail.

Le cas du Bénin

Au Bénin, suite au processus de décentralisation, de nombreuses ONG se sont constituées pour apporter des idées nouvelles et un appui aux services urbains⁴¹. C'est le cas de l'ONG féminine « Qui Dit Mieux », impliquée dans la gestion des déchets ménagers à Porto-Novo, capitale du Bénin. Cette organisation non gouvernementale a entrepris de collecter les sachets plastiques, réduisant du coup leur impact environnemental, mais surtout apportant une touche particulière liée à leur [re]valorisation : les femmes de cette ONG transforment sur la base de procédés simples et accessibles tous ces sachets en jouets, en dessous de plats et en articles de décoration. Ces divers articles décoratifs ou d'usage quotidien sont réinjectés sur le marché intérieur béninois mais aussi sur le marché extérieur via une exportation en direction de l'Europe.

Le cas du Maroc

Au Maroc, depuis 2011, l'association franco-marocaine du Docteur Fatiha (ADF) développe Ifassen, une marque d'accessoires de mode à base de sacs usagés et vendus en ligne, dans la même lignée que l'ONG Conserve India⁴². Ici, la fabrication des articles est confiée à des artisanes marocaines. La majorité des femmes qui transforment les déchets récoltés par ces dernières, en objets de mode vivent en milieu rural dans la région de l'Oriental, une région traditionaliste où, selon Maud Laurencin de l'association ADF, le travail des femmes est toujours mal accepté. « Ces personnes produisaient et vendaient avant sur le marché local, souvent saturé. Nos produits permettent des débouchés différents ». L'association ADF rachète les objets à un prix permettant à une soixantaine de femmes de « s'émanciper économiquement ». L'association travaille uniquement avec des artisanes regroupées en coopératives. Les produits fabriqués sont ensuite commercialisés en ligne et dans deux boutiques au Maroc. L'initiative a fait partie des « 100 innovations pour un développement durable » et a gagné en 2013 le prix Terre de Femmes.

⁴¹ http://courantsdefemmes.free.fr/Assoces/Benin/QDM/Qui_dit_mieux.html

⁴² <http://cargocollective.com/chloelecoup/354840/Stage-ONG-Conserve-India-Work-placement-NGO-Conserve-India>

La prise en compte du genre dans les projets de gestion des déchets

Pour assurer la réussite de projets visant l'intégration du genre dans les projets de gestion des déchets et de propreté, il est important qu'ils respectent certaines conditions.

Cette partie tend à nous interroger à la fois sur les modalités à assurer pour une bonne intégration du genre dans les projets de propreté et de gestion des déchets dans les espaces publics (A) et sur les opportunités d'interventions existantes en la matière (B).

Comment intégrer l'approche genre dans les projets de propreté et gestion des déchets ?

L'intégration de l'approche genre dans un projet a pour finalité de réduire les inégalités de genre dans un secteur bien déterminé, en l'espèce, dans la gestion des déchets visant à assurer la propreté des espaces publics et à soutenir l'autonomisation des femmes. L'intégration de l'approche genre dans un projet s'opère ainsi dès sa conception pour se poursuivre dans les différentes phases de son cycle.

Il existe diverses étapes visant à assurer la prise en compte du genre dans les projets de gestion des déchets et de propreté des espaces publics au niveau international :

- Élaborer un diagnostic local prenant en compte le genre ;
- Prendre en compte le genre lors de la formulation du projet ;
- Mise en place d'un suivi et d'une évaluation du projet sensible au genre.

- Élaborer un diagnostic local prenant en compte le genre

La première étape de diagnostic doit permettre de mieux comprendre les rapports de genre dans le secteur de la gestion des déchets à travers la collecte d'informations, l'analyse des écarts de genre, l'analyse des risques et des opportunités du projet par rapport aux inégalités de genre, l'analyse des barrières et des contraintes à la participation des hommes et femmes au projet. L'analyse des besoins doit mettre en avant les différences entre les femmes et les hommes et se baser sur des données désagrégées par sexe⁴³. Ces données doivent être les plus précises possibles, car elles doivent prendre en considération d'autres facteurs sociaux (ethnie d'origine, âge, composition de la famille, etc.)

Il est important avant tout projet de mener des études qualitatives (groupes de discussions principalement) et quantitatives (questionnaires) auprès des femmes et des hommes, des entretiens avec les institutionnels et des acteurs locaux et les actrices locales.

Les femmes doivent ainsi être consultées en amont des projets sur le choix des modes de gestion des déchets, ainsi que sur les tarifications, les systèmes de collecte, la façon dont sont prises les décisions lors des réunions afin de mieux prendre en compte leurs besoins et de mieux répondre à leurs attentes. Le secteur des déchets ne peut rester isolé des efforts plus larges de la société pour atteindre l'égalité des sexes et peut contribuer activement à des objectifs d'égalité plus larges.

Liste de vérification/analyse de la situation

L'analyse de la situation :

- Spécifier l'âge, la classe sociale, le groupe ethnique, etc. des femmes et des hommes cibles ;
- Indiquer la division des rôles et des responsabilités entre les femmes et les hommes dans la zone où le projet va se dérouler en précisant les différences ;
- Identifier les besoins pratiques et les intérêts stratégiques des femmes et des hommes ;
- Analyser le pouvoir de décision des femmes et des hommes aux différents niveaux (famille, communauté, domaine public ou politique) et préciser les différences.

⁴³ Source : Boite à outils Genre et développement urbain, AFD, 2016

- Prendre en compte le genre lors de la formulation du projet :

La prise en compte du genre suppose la formulation d'objectifs clairs de réduction des inégalités de genre, de veiller à une participation équitable des femmes et des hommes à tous les niveaux du projet, ainsi que de prendre en compte le genre au sein de l'équipe du projet et de ses mécanismes de prise de décision. A cet effet, il est important :

- ✓ De bien prendre en compte les freins et les opportunités existants pour la participation équitable des femmes et des hommes aux différentes étapes dans la gestion des déchets afin de concevoir des activités prenant en compte les réalités différenciées vécues par les différents groupes sociaux et de parvenir à des actions visant à favoriser une égalité effective femmes-hommes dans ce secteur.
- ✓ D'inclure des activités qui permettent de promouvoir l'égalité des chances et les possibilités de choix des femmes et/ou des personnes marginalisées :
 - Les possibilités de formations pour les femmes dans les emplois présentant les plus grandes inégalités, comme dans l'entrepreneuriat, la finance, le commerce, l'ingénierie et la conduite de camion peuvent atténuer ce déséquilibre. Cela tend aussi à améliorer l'image des femmes et des hommes travaillant dans le secteur des déchets et subissant des stigmatisations en lien avec leurs activités professionnelles et leurs statuts au sein de la société.
 - De créer et de développer des emplois décents et sécurisés pour les femmes et les hommes dans la filière de la gestion des déchets. A cet effet, il convient de favoriser des activités visant à assurer des droits sociaux aux personnes travaillant dans la gestion des déchets (notamment des prestations sociales) et de pouvoir mener leurs actions de manière sécurisée ainsi si le travail se fait la nuit de pouvoir l'effectuer sans craintes pour sa vie et de bénéficier d'outils pour travailler pour amoindrir la pénibilité du travail.
- ✓ D'identifier les éventuels conséquences et effets négatifs liés à la mise en œuvre des activités du projet sur les femmes et les hommes et sur les personnes marginalisées.

Liste de vérification dans la planification du projet :

La planification contient principalement :

- Des objectifs et des résultats orientés vers la réduction des écarts et des inégalités constatées ;
- Une attribution financière appropriée (au moins 20% du projet pour l'égalité de genre) ;
- Une expertise genre suffisante et appropriée parmi les personnes chargées de la mise en œuvre ;
- Des activités visant à l'amélioration des chances, des possibilités de choix et des décisions des femmes et des hommes pour l'égalité de genre ;
- Des mesures contre les effets négatifs possibles des activités sur la sécurité des femmes et des filles et des autres groupes vulnérables lors de la mise en œuvre ;
- Des mesures afin d'assurer l'accès et la participation significative aux activités du projet des personnes marginalisées à travers le cycle du projet.

- Mise en place, suivi et évaluation du projet sensible au genre

Il s'agit d'introduire des indicateurs ventilés par sexe et/ou des indicateurs spécifiques pour suivre l'évolution des inégalités et/ou la mise en place des activités spécifiques genre et d'évaluer les risques concernant l'impact du projet sur le renforcement des inégalités. A cet effet, il convient d'identifier des indicateurs qui peuvent aider à l'intégration du genre : si les indicateurs fournissent des données ventilées par sexe qui démontrent que les projets présentent peu d'avantages pour les femmes ou révèlent d'autres obstacles à la réussite en matière d'égalité entre les genres, il faudra accorder une plus grande attention à l'intégration d'une perspective sexospécifique. Selon le rapport du PNUD sur le genre, les déchets et les

produits chimiques⁴⁴, "l'intégration du genre n'est pas une fin en soi, c'est un processus dont le but ultime est de parvenir à l'égalité entre les genres".

Parmi les principaux indicateurs à prendre en compte en matière d'intégration du genre dans des projets de propreté et de gestion des déchets, nous pouvons citer les suivants :

- Nombre d'hommes et de femmes ayant reçu des formations sur la protection de l'environnement, sur les modes de collecte, de tri, de recyclage et de gestion ;
- Taux de travailleuses/travailleurs dans la filière de gestion des déchets ;
- Nombre d'emplois créés autour de la gestion des déchets par genre ;
- Taux de perte d'emplois par genre en cas de passage du système informel au système formel ;
- Évolution des données sanitaires et environnementales désagrégées par sexe en lien avec le secteur des déchets.

Liste de vérification pour le suivi et l'évaluation :

Le projet doit contenir principalement :

- Des indicateurs spécifiques genre en lien avec les objectifs utilisés dans le suivi et l'évaluation de l'intervention ;
- Des mesures afin d'augmenter les chances et les possibilités de choix des femmes, des indicateurs de changements quantitatifs et qualitatifs ;
- Des données ventilées par sexe et par âge ;
- Les résultats et les impacts du programme par rapport à l'égalité de genre, à l'augmentation des chances et aux possibilités de choix qui soient documentés, analysés et transmis en tant que leçons apprises.

De manière générale, l'intégration du genre dans tous les projets exige⁴⁵ :

1. Le recours à des données ventilées par genre et par âge et une analyse comparative du genre afin d'identifier et d'anticiper d'éventuels problèmes de genre à tous les stades du cycle du projet ;
2. L'utilisation d'une analyse comparative du genre afin d'identifier les conséquences positives et négatives du programme proposé sur les femmes, sur les hommes, sur les filles et sur les garçons ;
3. La prise en compte du genre, des inégalités et des préoccupations dans les activités du projet ;
4. L'affectation de ressources suffisantes et une expertise pour l'intégration du genre ;
5. La responsabilisation des personnes et des institutions à l'égard des résultats.

Il existe diverses opportunités d'interventions afin d'assurer une intégration optimale du genre dans la propreté des espaces publics et dans la gestion des déchets, que nous allons analyser au sein de la partie suivante.

⁴⁴ UNDP Environment and energy (2015). Chemicals and gender
http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/environment-energy/chemicals_management/chemicals-and-gender.html

⁴⁵UNDP (2006). Gender equality: evaluation of gender mainstreaming in UNDP
http://web.undp.org/evaluation/documents/eo_gendermainstreaming.pdf

Les opportunités d'interventions

Nous allons passer en revue diverses opportunités d'interventions visant à assurer la prise en compte du genre dans tous les projets de gestion des déchets et la propreté des espaces publics. Ces opportunités d'interventions sont socio-économiques (1), sociétales et politiques (2), ainsi qu'environnementales et sanitaires (3).

- Des interventions socio-économiques

Renforcement des capacités des femmes pour leur permettre de mener des activités générant des revenus, ainsi qu'en leur permettant d'accéder aux emplois qu'elles souhaitent dans la gestion des déchets et qu'elles ne soient pas cantonnées à certaines fonctions (collectes et tris des déchets). Il est ainsi important de permettre aux femmes de bénéficier des moyens techniques et financiers au développement de l'activité qu'elles souhaitent mener. Ainsi, des organisations spécialisées dans l'octroi d'aides techniques (formations en renforcement de capacités notamment managériales) et financières (octrois de prêts), comme ENDA, pourraient aider les femmes dans leurs activités dans la gestion des déchets.

Fourniture de véhicules : Fournir aux femmes l'accès à des véhicules afin qu'elles puissent collecter de plus grands volumes de déchets recyclables et aussi profiter de revenus plus élevés générés par des matériaux plus volumineux. La plupart des hommes ont accès à une forme de transport pour leur usage personnel, tandis que les femmes ont rarement leur propre véhicule. De nombreuses femmes ne conduisent pas non plus de véhicules (formations et budget à prévoir). Les véhicules leur permettraient également de couvrir un territoire supplémentaire, ce qui constitue un moyen d'améliorer considérablement leurs revenus.

Formations et sensibilisation : Il serait utile de donner aux femmes des informations sur les prix et sur les marchés pour les matériaux à valeur pouvant être récupérés, surtout lorsqu'elles travaillent en groupe et peuvent partager ces informations entre elles de manière informelle. En outre, les former à travailler avec les femmes dans les ménages pour séparer les déchets permettrait d'obtenir un flux de matériaux plus propre et donc de plus grande valeur, ce qui se traduirait par de meilleurs revenus.

Formalisation de l'emploi des femmes, ce qui exige donc une approche nuancée et une approche qui tient compte des exigences concurrentes de la prise en charge des tâches ménagères et de la garde des enfants tout en offrant un emploi stable. Il s'agirait alors d'offrir aux femmes des avantages sociaux, un salaire plus élevé et plus régulier et la sécurité de l'emploi formel tout en répondant à leurs besoins de flexibilité et de proximité du lieu de résidence (compte tenu de la difficulté des trajets domicile-travail et des responsabilités domestiques/enfants).

Prestations sociales : Il est important de veiller à ce que les femmes œuvrant dans la collecte/gestion des déchets puissent bénéficier des mêmes droits et des prestations sociales qui existent déjà dans d'autres professions. Cette profession souffre d'un manque de reconnaissance l'écartant du domaine formel et des prestations sociales auxquelles ont droit les personnes travaillant dans ce secteur. A mesure que le recyclage se développe et devient plus professionnel, les femmes qui sont actuellement très présentes notamment dans les petites entreprises de recyclage ont de plus en plus besoin de protection sociale afin de mener à bien leurs activités.

- Des opportunités d'interventions sociétales et politiques

Améliorer l'acceptation sociale et supprimer la stigmatisation associée au travail des femmes et des hommes œuvrant dans la gestion des déchets en sensibilisant à la pertinence et à l'avantage d'un tel travail ce qui serait une façon d'atténuer la stigmatisation sociale à laquelle il est généralement associé. Également le développement de leurs compétences, leur structuration et l'accès au secteur formel peuvent permettre d'augmenter leurs revenus et d'accéder à une meilleure place dans la société. Cela permettrait d'assurer un changement des mentalités notamment vis-à-vis des femmes œuvrant dans la gestion des déchets.



Crédit Photo Philippe Guionie/Myop pour le Jeune Afrique illustrant une usine de recyclage à Abidjan

Prendre en compte le genre dans l'élaboration des politiques relatives à la gestion des déchets. À mesure que la modernisation du secteur progresse, les politiques doivent être sensibles à la dimension du genre et leur mise en œuvre doivent inclure le contrôle de leur conformité aux normes internationales en matière d'égalité femmes-hommes.

Recueillir des données probantes afin de fonder tous les projets sur l'intégration du genre dans la gestion des déchets en tenant compte de la dimension de genre. Les statistiques et les informations ventilées par sexe relatives au secteur des déchets ne sont actuellement pas collectées de manière systématique. Mesurer les impacts et les résultats en développant et en étendant la collecte de données ventilées par sexe à tous les indicateurs pertinents pour le secteur des déchets fournira des points de référence importants permettant d'évaluer les changements dans ce secteur.

Collaborer entre les autorités locales, les associations et les particuliers et particulières œuvrant dans la gestion des déchets afin de développer des actions concertées et harmonisées dans ce domaine, ce qui participerait à ce qu'ils/elles puissent se tenir mutuellement informé-e-s de leurs activités et de mettre en place des actions plus efficaces prenant en compte tous les acteurs/actrices dans la gestion des déchets. Il faut négocier avec les autorités locales afin de faire passer les ramasseurs/ramasseuses de déchets vers des emplois formels en veillant au respect de leurs droits.

- Des opportunités d'interventions environnementales et sanitaires

Santé : De nombreuses femmes sont engagées dans le tri et dans la collecte de flux de déchets mixtes, ce qui implique qu'elles soient également exposées à des déchets toxiques et/ou dangereux. Les femmes sont particulièrement touchées lorsqu'elles sont blessées et/ou malades, car elles ne peuvent pas s'occuper de leur famille. Il est impératif de veiller à la sensibilisation des producteurs de déchets toxiques sur l'impact de ces déchets sur la santé et engager les femmes responsables du tri et de la collecte dans des actions de plaidoyer.

Sécurité : Donner aux femmes l'accès à des équipements de protection, à des chaussures, à des masques, à des gants et à d'autres dispositifs de tri adaptés aux déchets à trier, qui permettraient d'assurer une plus grande sécurité et de réduire les cas de dommages physiques. Il est également primordial de veiller à la sécurité des femmes travaillant la nuit dans la collecte des déchets en assurant les infrastructures comme en éclairant les rues et en veillant à permettre à ces femmes de disposer de moyens assurant leur sécurité.

Conclusion

La gestion des déchets fait face à différents défis techniques, financiers, sociaux, sociétaux et culturels à prendre en considération dans un objectif de développement urbain durable. Comme nous l'avons mentionné à de nombreuses reprises, la gestion des déchets n'échappe pas aux enjeux de genre et à la division sexuelle du travail.

Le secteur de la propreté des espaces publics et de la gestion des déchets est un secteur économique important, générateur d'emplois qui offre des opportunités aux femmes et aux hommes d'accéder à des sources de revenus. Néanmoins, les femmes se trouvent peu représentées aux postes de décision dans ce secteur. Dans le secteur formel et/ou informel, elles occupent souvent les postes les moins rémunérés et se retrouvent écartées des processus de réforme et/ou de modernisation menés dans ce domaine. Bien souvent, les femmes ne tirent pas les mêmes avantages financiers que les hommes dans ce secteur et des réformes qui y sont menées.

Du fait des rôles et les responsabilités généralement attribuées aux femmes en lien avec les normes de genre, les femmes ont développé des connaissances, acquis des expériences et ont imaginé des solutions variées et novatrices aux défis inhérents aux changements climatiques et à la préservation de l'environnement.

Les femmes travaillant dans la gestion des déchets ont besoin de davantage de soutien, notamment financier, pour pouvoir investir dans des locaux et dans des équipements. C'est ce qui leur permettra de sortir d'une logique de subsistance et de se développer véritablement.

Les ramasseurs/ramasseuses et leurs familles ont également besoin que des initiatives soient prises en faveur de leurs conditions de travail, de leurs logements et de leur santé.

Les producteurs/productrices, de leur côté, doivent contribuer à créer une économie circulaire en fabriquant des produits réutilisables ou recyclables et en mettant en place un dispositif de « responsabilité élargie du producteur/productrice » (REP) qui attribuera une meilleure rémunération aux chiffonnier-e-s.

En intégrant une approche genre, les interventions politiques peuvent transformer la gestion des déchets en un secteur plus égalitaire et ce, en garantissant les principes fondamentaux des droits humains et en fournissant une voie pour la mise en œuvre d'engagements internationaux en matière d'égalité des sexes.